royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Irakophiles

La police française n'a pas eu à se mobiliser pour faire respecter l'interdiction de toute manifestation en faveur de l'Irak. Et cette mesure d'ordre public n'a pas été décidée pour parer un réel danger. Une simple mise au point, justifiée par la conjoncture. Rien de plus.

Pourquoi souligner cette tranquillité ? Tout simplement parce qu'on nous a dit - devinez qui - que les immigrés deviendraient des fauteurs de désordre en cas de conflit entre la France et un pays arabe.

Or, dans les populations les plus concernées, pas la moindre agitation ni le plus petit frémissement : les pro-irakiens actifs, comme les fondamentalistes pro-iraniens, restent à l'état d'infimes minorités sans audience.

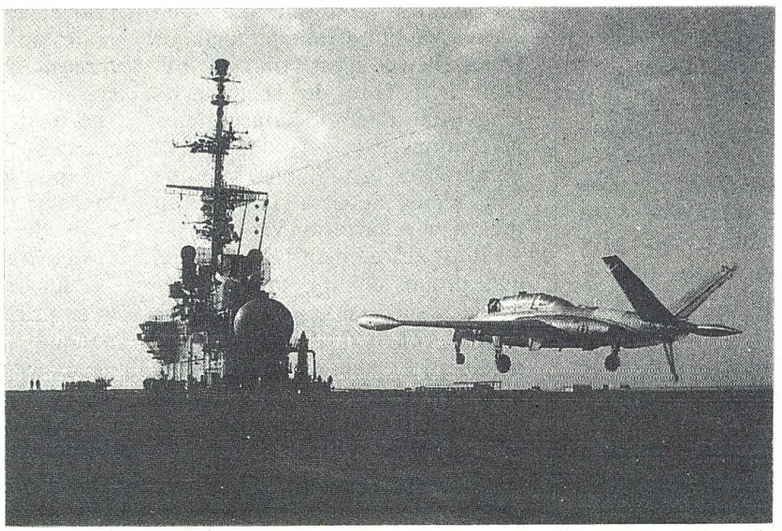
Déjà, en 1940, la propagande qui dénonçait les immigrés italiens comme autant d'agents de Mussolini n'avait pas résisté à l'épreuve des faits. Dans les années trente, les italophiles étaient des Français «pure souche» au patriotisme bruyant, comme certains irakophiles aujourd'hui...

DU 24 SEPTEMBRE au 7 OCTOBRE 1990 - 20ème année - Numéro 542 - 14 F

M 2242 - 542 - 14,00 F

GOLF

La nation rassemblée



Est

Et que devient la Pologne ?

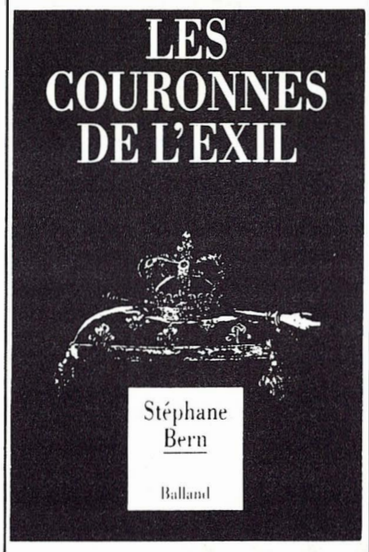
(p. 9)

Monarchie

Les couronnes de l'exil

(p. 6/7)

PROMOTION



NOM/Prénom :.....

.....

Adresse :.....

.....

Code postal :.....

Ville :.....

□ **désire recevoir « *Les couronnes de l'exil* » de Stéphane Bern au prix promotionnel de 129 F franco de port.**

Réglement à l'ordre de
«Royaliste»
C.C.P. 18.104.06 N Paris

Des auteurs pas contents du tout ...

Dans le numéro 540 de "Royaliste" nous avions publié une recension du livre de R. de Warren et d'A. de Lestrange "Les prétendants au trône de France", paru récemment au éditions de l'Herne. Notre critique n'a pas plu aux auteurs et nous publions ici l'essentiel de leur réaction.

« Les attaques et les contre-vérités manifestes qui apparaissent à la lecture de l'article ainsi que son manque d'objectivité nous obligent à vous demander d'avoir l'obligeance de publier ce droit de réponse. Je vais donc tant en mon nom personnel qu'au nom d'Aymon de Lestrange, co-auteur du livre (dont le nom n'est même pas cité une fois dans l'article), souligner les affirmations erronées qu'il contient.

« Si nous avons fait état d'un certain nombre de prétendants fantaisistes ce n'est point du tout pour leur faire de la publicité mais pour mieux dénoncer leurs prétentions car leurs dupes sont nombreuses. A telle enseigne que l'un d'eux nous a intenté un procès en diffamation ...

« Il est absolument faux d'écrire, qu'à propos des lois fondamentales de la succession au trône nous avons repris "l'esprit d'une médiocre brochure publiée il y a quelques années par un ou deux universitaires partisans des Bourbons d'Espagne...". Par souci d'objectivité et d'impartialité nous nous sommes appuyés sur les travaux des meilleurs historiens et professeurs de droit en histoire des institutions et qui servent pour la plupart de manuels aux étudiants des facultés et dont nous avons donné la liste page 20 de notre ouvrage, cela a dû échapper à l'auteur de l'article...

« Si nous n'avons pas indiqué l'exigence de la qualité nécessaire pour un roi de France d'être français c'est parce que les princes descendants d'Hugues Capet "ne perdent jamais la qualité de français". Le principe de nationalité ne figure pas dans les lois fondamentales, aucun des professeurs de droit et des historiens des institutions n'en fait état...

« Sur la qualification de "premier prince de sang" nous avons indiqué (p.92) les arguments des partisans des Orléans, puis page 97, les arguments des adversaires, enfin p.103, la réponse des partisans des Orléans. Aucun historien ne nie que le titre de Premier Prince du sang sert à désigner "le premier de la lignée royale après les enfants de France" (Loyseau "Traité des offices" Ch. VII, 57).

« L'ordre de classement adopté par nous est l'ordre d'aînesse et ne préjuge en rien des droits de chacun des prétendants. Pour chacun nous avons exposé impartialement les arguments des partisans, puis ceux de ses adversaires puis la réponse de ses partisans. Par souci d'objectivité les chapitres consacrés au comte de Paris et aux Bourbons-Anjou ont été soumis tous deux à deux personnalités proches de l'un et l'autre de ces prétendants. Pour le comte de Paris nous avons fait appel à Guy Coutant de Saisseval le théoricien le plus éminent de l'orléanisme et nous avons tenu compte de chacune de leurs observations. M. Trousset est donc malvenu de nous reprocher un soi-disant manque d'objectivité.

Raoul de Warren
et Aymon de Lestrange

[Cela fait plus de quarante ans que M. de Warren écrit sur ce sujet et il est tout à fait légitime qu'il s'y soit forgé un certain nombre de convictions personnelles. Que ces convictions transparaissent sous l'objectivité auto-proclamée des auteurs n'a donc rien de particulièrement étonnant. La critique que nous avions publiée de leur livre ne venait que souligner ce fait. Y.A.]

royaliste

SOMMAIRE: p. 2 : Des auteurs pas ontents du tout ... - p. 3 : Le Golfe a bon dos - De l'utilité des rois - p.4 : La Belgique et son roi - p. 5 : Jusqu'où porter les armes ? - 6-7 : Entretien avec Stéphane Bern : Les ouronnes de l'exil - p.8 : Au risque de l' histoire - Des bouchons aux tapis-fran s - p.9 :Et que devient la Pologne ? - p. 10 : La gloire de mon père - La prise de Minerve - p.11 : A tion royaliste - p. 12 : Editorial : L'union et quelques dévian es.

REDACTION-ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎(1) 42.97.42.57
Dir. dela publi ation: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (90 F), 6 mois (165 F), un an (240 F), de soutien (400F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: ..... Prénom: .....

Adresse: .....

.....

Profession: ..... Date de naissance .....

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Budget

Le Golfe a bon dos

Les hommes politiques français, toutes tendances confondues, manquent d'imagination quant à la politique économique à adopter face à la nouvelle crise qui semble se profiler à l'horizon de 1991.

Pierre Bérégovoy et Michel Rocard doivent être rassurés : la relance économique, désormais compromise par la crise du Golfe, ne viendra pas troubler leur quiétude. Pendant l'été, au cours de l'élaboration du projet de loi de finance, les parlementaires socialistes avaient eu toutes les peines du monde à empêcher un retour à l'austérité. Celui-ci, préconisé par Bérégovoy, n'était en rien justifié par l'évolution mondiale du moment, mais par la crainte de voir la relance mettre à mal les sacro-saints équilibres économiques, lesquels sont, il est vrai, d'autant plus sensibles à toute modification du contexte international, que le gouvernement Rocard n'a aucun projet économique.

Il en va différemment, aujourd'hui, et le projet de loi de Finance qui vient d'être présenté en Conseil des ministres montre que les partisans de la rigueur ont fini par l'emporter, avec l'aide du président de la République et... de Saddam Hussein.

Trois mesures nouvelles par rapport à l'avant-projet du mois de juillet ont été adoptées : diminution du taux de l'impôt sur les sociétés, baisse du taux majoré de la TVA et augmentation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

Toutes trois sont justifiées du point de vue des stratèges de Matignon et de Bercy, mais seront probablement inefficaces. La première mesure, compensatoire, a pour objectif de ne pas pénaliser les entreprises qui vont voir leurs charges augmenter sensiblement (hausse des prix du pétrole oblige). Le gouvernement table donc sur un allègement de la fiscalité des entreprises pour qu'elles poursuivent, malgré tout, leur politique d'investissement. Mais, dans le même temps, il les prive de la principale motivation : une augmentation de la demande. Car en compressant les dépenses de l'Etat, comme cela est prévu, la demande aura du mal à suivre et il y a fort à parier que les entreprises orienteront, une nouvelle fois, les liquidités dégagées grâce à une fiscalité plus avantageuse, vers les marchés financiers. Quant à la baisse du taux majoré de TVA, les conséquences sur la demande seront minimes. Elle aura pour effet, toutefois, un alignement de nos taux sur ceux pratiqués par les autres pays européens. Enfin, l'augmentatioon de l'ISF est une concession symbolique accordée au PS.

L'opposition qui a déjà annoncé qu'elle ne voterait pas le budget, se montre tout aussi démunie quant à la politique économique à adopter. Ses contre-propositions, malgré leurs apparences, ne sont qu'une version édulcorée de la copie du gouvernement.

Au lieu de réduire les inégalités sociales, ce genre de politique risque, au contraire, de renforcer le clivage qui existe, aujourd'hui, entre les Français.

Patrice LE ROUE

Observateur

De l'utilité des rois

Agréable surprise à la mi-août : huit pages d'enquête et de réflexions du « Nouvel Observateur » sur les rois et les reines d'aujourd'hui.

A la une de notre confrère (1), la photographie de Charles d'Angleterre en costume d'apparat semblait annoncer un survol superficiel, un regard amusé, et de banales considérations sur l'archaïsme des monarchies contemporaines. Or le sujet est traité avec sérieux, les contributions extérieures sont de grande qualité, et la tonalité générale des articles est somme toute positive.

Certes, dans une enquête qui semble devoir beaucoup au premier livre de Stéphane Bern (2), Jean-Paul Dubois hésite entre l'analyse politique et la chronique désabusée, émaillée d'anecdotes et de jugements à l'emporte-pièce. Certes, des erreurs auraient pu être facilement évitées, notamment celle qui fait du prince Jean le fils du comte de Paris. Mais trois articles viennent équilibrer et corriger ce tableau impressionniste :

- Après avoir évoqué la modernité des monarchies européennes et souligné le pouvoir spécifique qu'exercent les reines et les rois, Bertrand Renouvin explique leur permanence et leur popularité par la force de la symbolique monarchique.
- Le psychanalyste Daniel Sibony éclaire quant à lui le « fantasme royal » - celui d'une « identité assez riche de passé pour ouvrir l'avenir », celui du lien avec le Temps, celui du « point de légitimité » permettant que le lien social ne soit pas détruit par les luttes politiques, et cette « grâce » qui manque aux politiciens et aux technocrates et qui fonde l'opposition entre le pouvoir et la souveraineté.
- Quant à Emmanuel Le Roy Ladurie, il fait valoir l'étonnante capacité d'adaptation de la monarchie depuis deux siècles, tant au Japon qu'en Europe, sous sa forme démocratique et royale comme sous celle du gaullisme institutionnel, en insistant sur le « cursus impeccable » de Juan Carlos.

Que le « Nouvel Observateur » soit remercié d'avoir donné à ses lecteurs aussi ample matière à réflexion.

Sylvie FERNOY

(1) Numéro 1345, 16-22 août 1990
(2) **L'Europe des Rois**. Ed. Lieu commun, 1988 - Prix franco : 162 F.

Nouveau lecteur ?
Profitez de notre offre spéciale.
page 11

Lys Rouge
Revue trimestrielle d'études et de débats de la N.A.R.
ISBN 0150-4428
Comm. paritaire : 62197
3e Trimestre 1990
N° 41 - Prix 35 F

Albanie : ESPOIR AU PAYS DES AIGLES ?

N° 41

Enquête
L'ALBANIE SERA-T-ELLE UN ROYAUME ?

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
.....

S'ABONNE AU «LYS ROUGE»

à partir du n° : .....

- ▫ normal un an (4 numéros) 60 F
- ▫ soutien un an (4 numéros) 90 F
- ▫ deux ans (8 numéros) 100 F
- ▫ Tarif étranger (4 numéros) 90 F

(plus surtaxe aérienne: 22F)

Règlement à l'ordre de «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris C.C.P. 18.104.06 N Paris

Monarchie

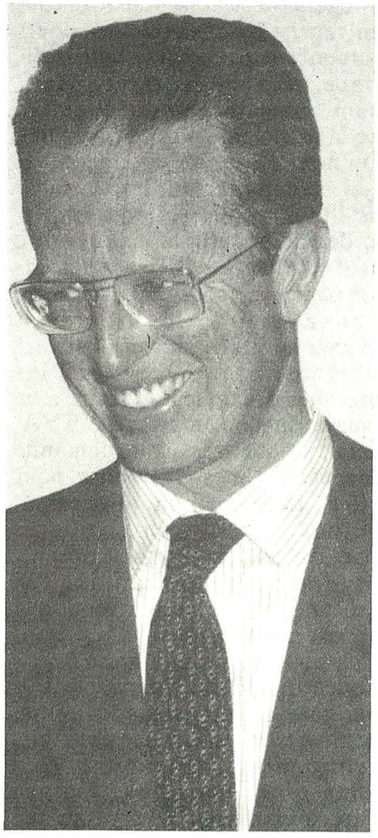
La Belgique et son roi

Il y a peu, dans ces mêmes colonnes (1), nous nous interrogions : le roi Baudouin a-t-il mis son trône en danger ? Un récent sondage publié par le quotidien bruxellois *La Dernière heure* apporte à cette question quelques éléments de réponse.

D'après une étude réalisée deux mois après ce que certains ont voulu appeler «la nouvelle affaire royale», il se confirme que la grande majorité des Belges a conservé sa confiance dans le roi Baudouin. Ainsi, à la question *Estimez-vous que la monarchie belge doit être maintenue - ou pensez-vous qu'il serait préférable de changer de système ?* plus des trois quarts des Belges interrogés (75,2%) sont favorables à la Monarchie, 10,2% ne se prononcent pas et 14,6% voudraient changer de système...

Ces chiffres montrent bien qu'une forte majorité de la population ne se reconnaît plus dans les gesticulations linguistico-séparatistes de certains professionnels de la politique qui, par leurs disputes stériles, ont affaibli le royaume. Car il n'est pas douteux que, dans une Belgique soumise à des tensions centrifuges, les partisans d'un quelconque système républicain sont ceux-là même qui militent pour la dissolution et la disparition du pays : les séparatistes wallingants «rattachistes» à la République française et l'extrême-droite flamingante prônant une République flamande. Ces groupes, fort bien soutenus médiatiquement, sont représentés aux plus hauts échelons de l'Etat où, en vrais chevaux de Troie, il se livrent à un constant travail de sape de la Belgique.

Ainsi, après la participation de ministres de la Volksunie (parti flamand de la majorité gouvernementale) à une manifestation flamingante où l'on



psalmodiait **België barst** (que la Belgique crève !), ce sont trois membres socialistes de l'Exécutif francophone (dont le Ministre-Président) qui viennent de discourir à la «grand-messe» anniversaire d'un groupuscule d'indépendantistes wallingants.

On comprendra dès lors pourquoi la plupart des Belges, révoltés par les trahisons cyniques et les querelles alimentaires de ces politiciens, préfèrent placer leur confiance en un homme qui symbolise, par sa fonction mais aussi par sa personnalité, l'union, la justice et le sens du service de son pays: le roi Baudouin. Gageons que ce sondage va faire réfléchir ceux qui, il y a peu, profitaient de la situation pour parler - mais un peu vite ! - de «monarchie à la suédoise» ou de république.

Bien sûr, d'autres éléments de cette étude seraient à relever : les femmes (80%) sont «plus royalistes» que les hommes (70%), les Flamands (77%) plus que les Wallons (73,4%) et les Bruxellois (71,9%), les «vieux» (80%) plus que les «jeunes» (72,6%)... Enfin, cette étude montre comment les Belges voient leur sixième roi : le prince Albert (frère du Roi et héritier de la Couronne) devrait «laisser sa place» à son fils, le prince Philippe, pour 52% des personnes interrogées. Il est vrai que le prince de Liège semble être lui-même de cet avis depuis longtemps... De plus, après une longue période de discrétion, le prince Philippe vient de déployer de remarquées activités internationales, ce qui n'a pas manqué d'accroître sa popularité.

Mais, pour l'heure, il n'est heureusement pas encore question de succession, bien au contraire ! De septembre 1990 à juillet 1991, la Belgique fêtera son souverain à l'occasion de son triple anniversaire (60 ans d'une exemplaire existence, 40 ans de règne et... 30 ans de mariage). Toute une année avec un air de fête, durant laquelle les Belges pourront redire leur attachement et leur affection à leur Roi... Tous les Belges ? Et ces 14% d'opposants ? 14% d'opposants... Quel président de la République - élu démocratiquement ! - peut se flatter d'un tel plébiscite ?

Christian LIBENS

(1) *Royaliste* n°537.

Golfe

Jusqu'où porter les armes ?

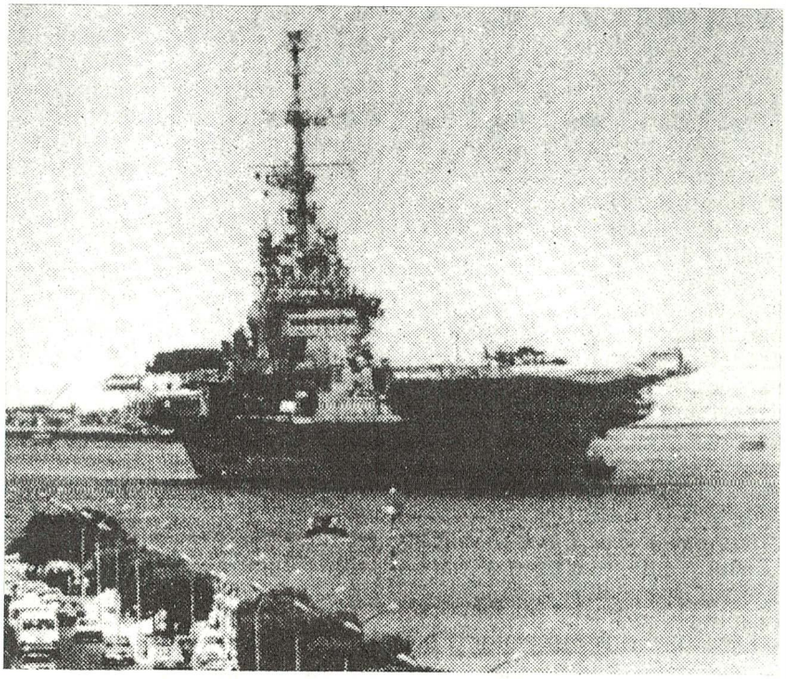
Y aura-t-il la guerre ? La question mérite d'être précisée. Quelle guerre ? Quelles limites pense-t-on pouvoir lui donner ? Si l'enjeu peut être circonscrit, alors oui, elle peut avoir lieu. Mais dans ce cas chacun aura au préalable revisé à la baisse ses espérances politiques, et alors le jeu vaut-il la chandelle ?

« Nous sommes dans une logique de guerre » ne veut pas dire que la guerre soit logique. La formule accompagne les efforts entrepris pour éviter qu'elle n'éclate. L'association d'idées suscitée par l'expression présidentielle doit au contraire faire réagir. Elle est destinée à surprendre, à choquer, et n'est donc pas, contre toute apparence, une simple remarque factuelle. Il n'y a de logique en réalité que dans la mesure où Hegel disait : « Tout ce qui est réel est rationnel », par une forme de ruse de la raison les actions prises individuellement sont particulières mais leur résultante induit une fin générale, étrangère à chacune. Tous les acteurs de la crise se trompent, errent, ils ignorent qu'une fin se construit aussi certainement qu'ils improvisent et ils ignorent quelle elle est.

Ce préambule est nécessaire pour dépasser les contradictions sinon pour en démêler l'écheveau. Les Américains sont intervenus pour défendre l'Arabie saoudite qu'ils croyaient menacée. Les preuves fournies par la C.I.A. à son ancien patron ont dû, à n'en pas douter, être de l'ordre de celles avancées dans la crise de Cuba ou à certains stades de la guerre du Vietnam, les deux précédents cas de blocus décidés par le président des Etats-Unis.

Quoi qu'il en soit, le facteur déterminant n'a pas été en soi le territoire du Koweït. Objectivement Saddam Hussein n'est pas devenu l'ennemi public numéro 1 parce qu'il a envahi Koweït-City, mais par les plans qu'on lui prête, qu'il proclame verbalement, auxquels serviraient les ressources tirées de l'émirat.

Ceci expliquerait qu'il ne se soit rien passé sur le moment, au cours des premières semaines d'août, ainsi que le présent arrêt sur image. Où bien les adversaires se sont mutuellement neutralisés, Saddam empêché d'exploiter son coup de force, l'armée américaine inhibée par les habiletés de Bagdad et l'Orient compliqué. Ou bien personne n'aurait de grand dessein, comprenant une seconde puis une troisième phase. Contrairement à toutes les habitudes irakiennes, il n'y a pas eu, sur deux mois, de réactivation des réseaux terroristes ni en occident, ni surtout en Arabie saoudite. Pourquoi n'y aurait-on pas programmé une révolution de palais ? Tandis que du côté américain, « What next ? ». Tout indique qu'on a certainement recensé un nombre quasi infini d'éventualités simulées sur ordinateur mais qu'il n'y avait pas une résolution immédiate d'attaque assortie à l'exceptionel déploiement militaire.



Quoi qu'il en soit à nouveau de ces hypothèses, une des sorties possibles - sinon logique - rationnelle par un retour au réel, pourrait avoir paradoxalement le seul Koweït pour théâtre. Que le nuage crève là où il est né. Le petit territoire est finalement l'objectif qui se révèle à portée de l'armada américaine. Assorti si possible de frappes limitées en Irak même, il n'en constituerait pas moins le principal terrain de la bataille. Politiquement, au plan des principes, le moins contestable ; sinon, au plan de l'analyse globale préférable - la plume hésite - à un conflit majeur dont personne ne veut. La seule façon est, dans ces conditions, de circonscrire les enjeux. Sauf à ce que l'un des deux se retire, si l'on doit aller à la guerre, comme les choses sont engagées, celle-ci ne saurait avoir pour objet que le Koweït et rien d'autre qui ne pourrait avoir de près ou de loin que des relents de croisade. Bien entendu, Bush ne nous demandera pas notre avis. Depuis longtemps un président américain n'a pas été aussi libre internationalement de ses mouvements. Cependant cette liberté est une arme à un seul coup. La concertation ne coûte pratiquement rien aujourd'hui. Cela ne durera pas. Si Bush agit bientôt, c'est aussi parce qu'il en aura pris conscience.

Yves LA MARCK

la nouvelle action royaliste
sur minitel
Pour en savoir plus...
36.15 tapez AGIR*NAR

Entretien

Stéphane BERN

Les couronnes de

Après nous avoir fait découvrir «L'Europe des rois» - titre de son premier ouvrage - Stéphane Bern est parti à la rencontre de ceux qui ont dû quitter leur trône et bien souvent leur pays. Il a bien voulu nous présenter ces «Couronnes de l'exil» (Balland), aussi riches d'informations, souvent inédites, que de réflexion politique.

● **Royaliste : Ces « Couronnes de l'exil » constituent-elles l'histoire nostalgique d'une série d'échecs ?**

Stéphane Bern : Je récuse le terme d'échec. On a trop tendance à penser que ces rois ont échoué parce qu'ils n'ont pas de pouvoir. Cela ne signifie pas qu'ils soient inexistants : leur force est d'être et de témoigner. C'est pourquoi j'ai voulu donner la parole à ces rois en exil et dire la vérité sur la chute de leur trône.

● **Royaliste : Pourtant, il s'agit bien de chutes, qui semblent résulter d'erreurs et de fautes...**

Stéphane Bern : On peut toujours disserter sur les monarchies portugaise, italienne et grecque. Sans doute les monarques de ces pays ont commis des erreurs. Mais ces monarchies ne sont pas tombées par l'effet de leurs propres faiblesses, par mort naturelle ou en raison du prétendu sens de l'histoire. Les dix monarchies dont j'évoque l'histoire ont été, d'une façon ou d'une autre, assassinées. J'explique comment Churchill a sacrifié les rois d'Albanie, de Yougoslavie et de Roumanie. Je dénonce l'aveuglement de l'Occident, qui a abandonné ces monarchies constitutionnelles et démocratiques au totalitarisme stalinien. Je souligne aussi le rôle que le blocus anglais a joué dans la chute de la monarchie portugaise, et l'hostilité du Vatican à la Maison de Savoie, coupable d'avoir fait l'unité italienne contre le pouvoir temporel du Pape, et qui a été un des principaux facteurs de l'échec du referendum de 1946. Sans forcer le trait, on s'aperçoit aujourd'hui que l'histoire est en train de rendre justice à ces rois, courageux dans l'exil et rigoureusement démocrates.

● **Royaliste : Par exemple ?**

Stéphane Bern : Le roi Michel de Roumanie frappe tous les esprits parce que nous avons vécu intensément la révolution de l'hiver dernier. Mais les communistes fraîchement repeints aux couleurs de la démocratie me laissent sur ma faim car la seule expérience vraiment démocratique de la Roumanie, c'est le règne du roi Michel qui s'appuyait sur une constitution très proche de celle de la Belgique. Le roi Michel a été l'âme et l'acteur principal de la résistance à la dictature d'Antonescu, puis l'homme qui s'est opposé pied à pied aux soviétiques. Il en a payé le prix par un exil au cours duquel il ne s'est jamais tu, alors que l'Occident se voilait la face devant le régime de terreur que les communistes avaient institué en Roumanie. Il mérite qu'on lui rende cet hommage.

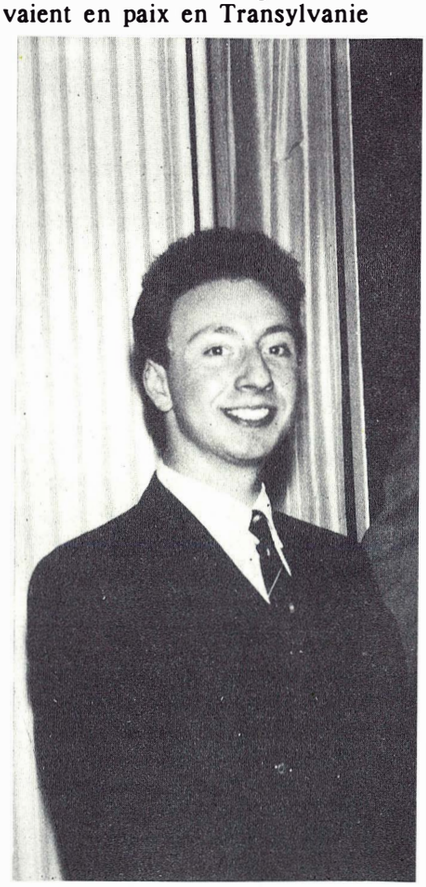
● **Royaliste : Le même hommage peut-il être rendu aux autres rois des Balkans ? En Albanie, en Yougoslavie, en Bulgarie, s'agissait-il de monarchies constitutionnelles ?**

Stéphane Bern : Ces monarchies était constitutionnelles sur le plan des principes, elles ne l'étaient pas forcément en réalité. Par exemple, le roi Boris de Bulgarie a dû, à contre-cœur, exercer un pouvoir personnel et, d'autre part, il s'est allié avec l'Allemagne hitlérienne. Mais il n'avait pas le choix et il s'est opposé à Hitler : la communauté juive de Bulgarie lui doit tout.

Il faut aussi remarquer, de manière plus générale, que nous avons connu des nationalismes d'une violence extrême, des oppressions terribles pour les peuples, après la chute des monarchies d'Europe du centre et de l'Est. Les autocrates tellement brocardés de Berlin ou de Vienne étaient tout de même infiniment moins odieux que Hitler et Staline. Et nous savons combien l'Europe a été dangereusement déséquilibrée après la chute des Habsbourg.

● **Royaliste : Il apparaît aussi dans ce livre que les royalistes ont joué un rôle, encore mal connu, dans la résistance au nazisme et au fascisme...**

Stéphane Bern : Les rois dont je parle et, quand ils ne régnaient plus, les monarchistes, ont été étrangers à toute conception d'exclusion, d'antisémitisme, de racisme - de nationalisme même. C'est là un fait étonnant : bon nombre de ces monarchies, notamment dans les Balkans, s'appuyaient sur le sentiment national du peuple, mais les monarques n'étaient pas nationalistes : ils étaient soucieux du bien commun de leur pays, mais ils n'ont jamais voulu détruire les minorités. Les Hongrois vivaient en paix en Transylvanie



■ Stéphane Bern avec Victor-Emmanuel d'Italie.

l'exil

roumaine, de même que les musulmans de Bulgarie. Otto de Habsbourg s'est battu contre l'Anchluss et, en Allemagne, Louis-Ferdinand de Prusse a été mêlé à l'attentat contre Hitler de 1944, dont les auteurs étaient pour la plupart monarchistes. Tous ces rois ont été élevés hors de tout esprit antisémite et raciste, et la famille de Prusse a très bien compris que l'hitlérisme était une subversion de l'Empire et des valeurs chrétiennes.

● Royaliste : Il est curieux de constater qu'aucune différence entre les empereurs et les rois ne soit établie dans ce livre...

Stéphane Bern : Cette égalité de traitement est voulue. Bien sûr, j'ai montré que Otto de Habsbourg défend toujours la conception impériale, sous la forme d'une Europe unifiée sous la même bannière chrétienne. Les autres, Allemands et Russes, ne sont plus que des empereurs virtuels car la notion d'empire n'existe plus comme au début du siècle et ne pourrait s'exprimer que sous la forme du Commonwealth : tant pour l'Allemagne que pour la Russie, l'idée d'empire pourrait servir à fédérer des peuples très divers. Telle est la conception de Vladimir de Russie. J'ajoute que, sur le plan personnel, rois et empereurs se confondent par leur destin. Tous ont voulu porter témoignage, selon leur tradition dynastique, et ont voulu lutter contre les conséquences désastreuses de l'abolition de la monarchie.

le Savoie, prétendant au trône

● Royaliste : Nous avons de la vie en exil une image fâcheuse - celle du Roi à New YorK. Quelle est la réalité ?

Stéphane Bern : L'exil est la situation la plus difficile et la plus ingrate : le roi Siméon m'a dit qu'elle était humiliante et grotesque. L'exilé doit-il tout abandonner, et se « reconvertir dans une autre branche », ou bien se donner le ridicule d'y croire encore - au moins pour ses partisans ? Le roi en exil est pris entre les réalités quotidiennes - nourrir une famille - et l'exigence de la tradition, la nécessité de se montrer digne de sa dynastie. Les écueils sont multipliés : en monarchie, les portes du palais sont fermées, alors que le roi en exil est livré à la curiosité publique sans aucun moyen de se défendre tout en étant astreint au devoir d'exemplarité. Or les rois que j'ai rencontré se sortent de cette situation difficile avec beaucoup d'habileté et de souplesse. Le meilleur exemple est Siméon de Bulgarie, qui est en même temps le roi pour ses compatriotes et Siméon de Saxe-Cobourg dans les affaires - l'argent qu'il gagne servant à aider les Bulgares partout dans le monde. Autre exemple, celui d'Alexandre de Yougoslavie, qui a essayé de ne pas répéter les erreurs commises par son père - trahi par les Américains, par les Anglais, alors qu'il incarnait la résistance anti-nazie à Londres, et qui s'est retrouvé seul et ruiné. Parti de rien, Alexandre est parvenu à retrouver une situation qui le met en mesure de servir son peuple, selon sa tradition. Il est vrai que plusieurs princes se sont plus montrés les enfants de leur siècle que ceux de leur famille : je pense à la famille de Savoie, qui s'est disloquée après le départ en exil, et à la famille de Prusse.

● Royaliste : Ces personnalités très différentes ont-elles une conception commune de la monarchie et de leur rôle dans les années à venir ?

Stéphane Bern : Si l'espérance les a parfois abandonnés, ils la retrouvent aujourd'hui. La presse les sollicite, le courrier arrive, ils reçoivent des fidèles et des personnalités politiques de leur pays. Et puis, ils ont tous les yeux tournés vers leur cousin espagnol, vers cette monarchie restaurée après une dictature, qui donne beaucoup d'idées aux Albanais, aux Roumains, aux Yougoslaves. Juan Carlos est devenu leur modèle, mais chacun apporte une réponse particulière qui correspond à la situation de son pays. Le seul qui pourrait aujourd'hui empêcher l'éclatement de la Yougoslavie, c'est le prince héritier Alexandre qui apparaît de plus en plus clairement comme un fédérateur dans son pays et pour toutes ses nationalités. Les Prusse pourraient rééquilibrer l'est et l'ouest de l'Allemagne unifiée, mais il n'est pas sûr qu'on se tourne vers eux car ils sont victimes de leur image ancienne. Vladimir de Russie pourrait rassembler des populations très diverses, recréer une sorte de Commonwealth russe. Michel de Roumanie et Siméon de Bulgarie sont des arbitres possibles et crédibles. Dans tous ces pays aux économies délabrées, aux liens sociaux défaits, il faudrait un élan, une énergie que les anciens hommes de l'appareil communiste ne peuvent donner. La monarchie apporterait à la fois l'élément politique et raisonné de la reconstruction, et sa force émotive, sa symbolique.

● Royaliste : On imagine encore ces rois comme des anticommunistes farouches, appuyés sur des partisans extrémistes - dans le style du mouvement Pamiat. Qu'y a-t-il de vrai ?

Stéphane Bern : Lorsque j'ai posé la question aux rois en exil, tous m'ont dit que leurs pires ennemis sont les nostalgiques et les courtisans - que ce soit dans leur pays d'accueil ou dans leur patrie. Et tous condamnent les déclarations et les attitudes extrémistes qui se font jour - que ce soit l'antisémitisme de Pamiat, ou les réactions anti-hongroises ou anti-musulmanes en Roumanie et en Bulgarie. Tous se sont désolidarisés de ces partis, et se tiennent à distance des organisations monarchistes qui se sont constituées, afin de demeurer des fédérateurs. Tous conçoivent le roi comme un unificateur, comme un réconciliateur, et non comme le chef d'un parti ou comme l'agent d'une vengeance politique. D'ailleurs, sans que l'on puisse beaucoup insister sur ce point, il est certain que Siméon de Bulgarie rencontre régulièrement les dirigeants de son pays et les représentants de tous les partis. De même le prince héritier Alexandre a récemment reçu à Londres les chefs de tous les partis yougoslaves. S'allier avec des extrémistes serait contraire à tout ce qu'ils ont dit et fait en exil.

● Royaliste : La thèse selon laquelle la monarchie serait le meilleur obstacle au nationalisme surprend quelque peu et l'expérience passée semble l'invalider. Et, aujourd'hui, Léka d'Albanie fait figure de nationaliste impénitent...

Stéphane Bern : Il est vrai que Léka d'Albanie a des visées sur les Albanais du Kosovo mais aussi d'autres régions. Mais c'est un cas à part. Tous les autres rois en exil sont des remparts contre le nationalisme parce que tous les peuples récemment libérés essaient de retrouver leur mémoire. Ce faisant, ils retrouvent l'histoire de leurs rois qui apaisaient les tensions entre les diverses communautés. D'ailleurs, Siméon de Bulgarie poursuit cette tâche pacificatrice et c'est grâce à lui que les mesures anti-musulmanes ont été abrogées dans son pays. Dans la mesure où le roi est l'incarnation de l'identité nationale, la passion nationaliste, qui résulte d'un doute et d'une angoisse sur l'identité, peut être plus facilement contenue que par tout autre régime. C'est en ce sens que la monarchie, dans l'Europe hier encore asservie, représente à la fois une chance de paix et une garantie pour la démocratie. Il semble que, dans chaque peuple, beaucoup l'aient déjà compris.

Propos recueillis par
Bertrand RENOUVIN

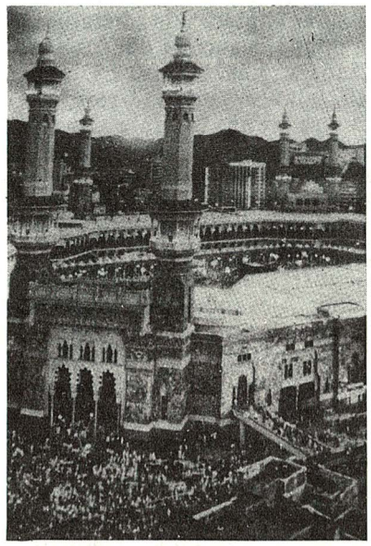
Islam

Au risque de l'histoire

Sur l'Islam multiple et compliqué, une mise au point précise qui dissipe les illusions et les fantasmes nés de la méconnaissance.

L'Islam est une foi et une loi, un Livre et une langue, une religion et une communauté qui vivent aux risque de l'histoire ! - ceux de la division, de la volonté de puissance des Etats, de la dilution moderne des valeurs, de l'idéologie... Présenter en une centaine de pages cette croyance et cette réalité politique et sociale requiert plusieurs savoirs, ainsi qu'une connaissance immédiate du monde musulman.

Tel est le cas d'Anne-Marie Delcambre, qui est à la fois islamologue, juriste, professeur d'arabe, et qui enseigna plusieurs années la civilisation islamique à Beyrouth. On ne trouvera dans ce livre (1) ni l'apologie naïve et les complaisances de récents convertis, qui ont fui leurs déceptions idéologiques et leur désarroi face au monde moderne, ni les anathèmes dont nous sommes abreuvés depuis la victoire de certain Ayatollah, mais une analyse complète et rigoureuse de la religion et de la société islamiques : analyse du Coran, préceptes juridiques de l'Islam, histoire des grandes dynasties politiques, philosophie et littérature arabes, différences entre sunnites et chiites, tendances politiques du monde musulman contemporain qui ne se réduisent pas, tant s'en faut, au seul « intégrisme ». Chemin faisant, Anne-Marie Delcambre dissipe les préjugés courants : non, tous les Arabes ne sont pas musulmans - il en est de chrétiens ; non, la guerre sainte n'est pas un des piliers de l'Islam. Elle montre enfin que le monde musulman, loin d'être habité de masses fanatisées qui préparent la conquête de



l'occident, est un monde divisé (le conflit entre Islam et arabisme lors de la guerre entre l'Irak et l'Iran) qui subit le choc de la modernité et qui éprouve un sentiment de perte d'identité. La fuite dans l'idéologie islamique et la réaction sociale et morale qu'elle produit - quant au statut de la femme notamment - sont des réactions désespérées à un péril qui affecte plus la société traditionnelle et ses coutumes anté-islamiques que la foi elle-même. Quant à son expression originelle, le lecteur en trouvera une présentation dans le précédent livre d'Anne-Marie Delcambre - *Mahomet, la parole d'Allah* (2) - qui ajoute à la qualité du texte et à l'abondance des documents une superbe iconographie.

Annette DELRANCK

(1) *« L'Islam »*. Ed. La Découverte, 1990. Coll. Repères - Prix franco : 46 F.
(2) *« Mahomet, la parole d'Allah »*. Ed. Gallimard, 1987. Coll. Découvertes - Prix franco : 79 F.

Sociabilité

Des bouchons aux tapis-francs

Du mastroquet au bar, du marchand de vin à la brasserie élégante, une promenade agréablement érudite dans le petit monde du café.

Qui s'interroge sur l'identité nationale, sans s'enfermer dans les polémiques subalternes ni se réfugier dans le domaine des purs concepts, ne peut ignorer le Café en tant que tel. La France ne se conçoit pas sans cafés, qui sont autant de miroirs que la société tend à elle-même.

Qu'on n'imagine pas, cependant, une apologie nationaliste du café français. Comme le monde de l'art, celui du café est l'héritier de multiples apports étrangers, qu'il s'agisse des matières premières (café, thé, chocolat, cocktails), de la conception de l'endroit ou de l'entrepreneur. S'il est banal d'évoquer les parfums des Indes et de l'Arabie, beaucoup ignorent que le premier café fut créé à Paris par l'immigré italien Francesco Procopio del Coltelli (le Procope existe toujours rue de l'Ancienne Comédie), et que le célèbre et malheureusement défunt café-concert nous vient, selon Silvestre de Sacy, de... la Mecque !

Ces origines étrangères n'empêchent évidemment pas le café d'être un lieu authentiquement français, d'abord par le vin qu'on y consomme, et aussi par la grande variété d'établissements qu'on regroupe sous ce terme générique. En se limitant sagement aux cafés et débits parisiens - car une recherche sur la France entière eût excédé les forces d'un seul homme - Henry-Melchior de Langle nous invite à une redécouverte savante, agrémentée d'anecdotes savoureuses, de ce que fut ce « petit monde » au siècle dernier (1).

Pourquoi petit ? Le café est le lieu où se jouent les passions politiques et sociales, où se rencontrent les poètes et les écrivains ; c'est le temple - mille fois dénoncé - du vice, et le terrain de chasse des dames de petite vertu. Il y a les cafés des riches (le fameux Café Anglais) et les assommoirs du lumpenprolétariat - qu'on nomme « tonneaux » ou « tapis-francs » - sans oublier ces grands personnages que sont ou furent le Patron (dont Marcellin Cazes est la figure emblématique) la Dame du Comptoir et le Garçon de Café - auquel Sartre donna sa dignité philosophique et dont H.-M. de Langle nous conte l'histoire et les luttes.

De ce beau livre d'histoire sociale, nous attendons évidemment une suite, qui porterait sur le café en notre siècle, moins uniforme qu'on ne le croit, malgré le règne du néon et du formica.

B. LA RICHARDAIS

(1) **Le petit monde des cafés et débits parisiens au 19è siècle.** Préface de Pierre Chaunu. P.U.F. 1990. Prix franco 180 F.

Et que devient la Pologne ?

■ *Gérard Leclerc*

Tous les peuples de l'Est, récemment délivrés de l'oppression, sont engagés dans la dure épreuve de l'accession à la pleine liberté. Faut-il parler d'un certain désenchantement ? Dans *Le Monde* du 12 septembre Sylvie Kaufmann n'hésite pas à l'affirmer en dessinant le panorama général : *« L'ampleur de la tâche de reconstruction, économique, politique, morale, effraie. L'empreinte de quarante années de régime communiste s'avère plus difficile à effacer que d'enlever en fanfare les quelques étoiles rouges des bâtiments publics. La transition, en un mot, est douloureuse, et surtout très difficile à mettre en œuvre. Chasser les anciens maîtres ne suffit pas, encore faut-il bâtir quelque chose. Et bâtir quoi ? »* Il semble pourtant que la Pologne bénéficie d'une longueur d'avance sur ses compagnes d'infortune, parce que le gouvernement Mazowiecki a vraiment pris les problèmes à bras le corps. La situation économique catastrophique exigeait d'ailleurs des mesures draconiennes à prendre d'urgence.

La priorité a été donnée au passage à l'économie de marché à partir du plan imaginé par Leszk Balcerowicz le vice-premier ministre. Tout est parti d'une cure extrêmement sévère d'austérité qui, souligne Sylvie Kaufmann, *« allait mettre à genoux les trois quarts de la population »*. Les premiers résultats ont suivi avec une baisse de l'inflation, la stabilité du taux de change avec le dollar. L'ouverture des frontières et la libération des prix ont modifié le système radicalement. Tous les directeurs des grandes entreprises ont été remplacés. Alors que certaines de ces entreprises vont être privatisées, toutes ont acquis leur autonomie. Par ailleurs, une logique de décentralisation va être lancée avec les pouvoirs nouveaux accordés aux municipalités.

Il ne faut pas s'attendre avec de tels remèdes, du moins dans une première phase, à un enthousiasme délirant des populations qui n'ont pas encore suffisamment d'argent pour accéder à des produits qui pourtant désormais remplissent les magasins. Le nombre des chômeurs est supérieur à 9% de la population active, et beaucoup de travailleurs doivent considérer avec angoisse le sort des secteurs industriels souvent obsolètes. L'indice principal de la morosité général est le faible taux de participation aux élections. Au moins l'avenir n'est-il plus fermé comme avant et il est possible d'espérer que les sacrifices consentis déboucheront quelque jour sur une amélioration globale de la situation. Mais pour tenir fermement la barre, dans une passe aussi difficile, la cohésion politique que rendait possible l'unité de *Solidarité* n'était pas de trop. Qu'en sera-t-il désormais que cette unité semble en voie d'éclatement ?

Avant d'exprimer des opinions trop catégoriques sur le sujet, il convient de les contrôler solidement auprès des initiés. On oublie un peu vite que les brouilles et les ruptures d'aujourd'hui ont eu des précédents et qu'elles n'ont pas toujours correspondu aux mêmes clivages. Ainsi, alors qu'Adam Michnik à la tête du quotidien *Gazeta Wyborcza* (qui à la suite d'un vote récent ne peut plus se réclamer de Solidarité) est un actif soutien du premier ministre Mazowiecki, il était brouillé avec lui avant la fameuse table ronde qui décida du grand bouleversement. C'est même Walesa qui imposa Michnik à ce moment là, ainsi que Kuron son ancien compagnon du KOR qui fait partie aujourd'hui du gouvernement. Il faut prendre garde au pragmatisme de Walesa qui même s'il est aiguilloné par ses tendances idéologiques sait parfois rectifier le tir. Des surprises sont toujours possibles.

Reste tout de même la rupture indéniable qui place Mazowiecki et Walesa face à face et risque de les transformer demain en candidats rivaux à la présidence de la République. Mazowiecki n'a pas encore pris sa décision. En cas de compétition, les jeux ne sont pas faits. On estime du côté du pouvoir que les deux champions sont à égalité. Deux organisations politiques militent désormais l'une contre l'autre : le Mouvement civique d'action démocratique soutient le premier ministre tandis que l'Alliance centriste soutient le président de Solidarité.

Walesa semble bénéficier encore largement de la sympathie du monde ouvrier, alors que l'intelligentsia accorde ses faveurs à Mazowiecki. Cette intelligentsia comprend des laïques (c'est-à-dire des non-chrétiens) et des catholiques. Les laïques ont pour principal moyen d'expression la *Gazeta Wyboreza* que tout le monde lit en Pologne parce qu'elle constitue incontestablement un journal bien fait, intelligent, qui n'est pas sans ressemblances ni liens avec notre Libération. Les chrétiens viennent des KIK, comités d'intellectuels catholiques qui ont toujours fait preuve de vitalité et de liberté sous le régime communiste. Un groupe important d'entre eux vient de Cracovie et du groupe ZNAK qui publie une revue et des livres sous cette marque ainsi que le meilleur hebdomadaire national le *Tugodnik Powzeschny*. On peut rappeler que le cardinal Wojtyla, archevêque de Cracovie, était l'ami de ZNAK et un collaborateur apprécié du groupe.

Tadeusz Mazowiecki était lié étroitement à ses amis de Cracovie, mais il publiait sa propre revue Wiez dont les préoccupations étaient plus sociales. Très marqué par Emmanuel Mounier et l'exemple de la revue Esprit, il fut, surtout après 1968, à l'origine d'un rapprochement entre chrétiens et laïques. Le livre de Michnik *L'Eglise et la gauche, le dialogue polonais* (traduit au Seuil) a consigné de façon frappante le résultat de cette rencontre qui reçoit en quelque sorte une nouvelle consécration dans l'équipe actuellement au pouvoir et l'environnement qui le soutient. L'alliance ainsi réalisée ne va pas sans débats internes et sans désaccords. Gazeta a contesté fermement la décision du gouvernement d'introduire l'enseignement religieux à l'école.

Il n'empêche que le clivage actuel affecte le monde catholique qui se trouve ainsi divisé. Indice spectaculaire de cette division : Lech Walesa et le fameux aumonier des chantiers de Gdansk, le père Jankowski, se sont brouillés au point que le patron de Solidarité a quitté la paroisse sainte Brigitte dont il était le fidèle assidu. Les deux hommes avaient vécu ensemble les heures tragiques et les heures fastes du chantier Lénine et du syndicat. Les voilà donc en profond désaccord. On comprend que l'épiscopat polonais ne veuille pas être partie prenante de la querelle et plaide pour une réconciliation. C'est ainsi qu'à l'invitation du secrétaire de la conférence épiscopale, Mgr Dabrowski, Mazowiecki et Walesa se sont rencontrés, mais sans autre résultat qu'une trêve momentanée. Beaucoup de Polonais ne se résignent pas à cette déchirure. Leur sympathie reste acquise aux champions des deux partis. Et ils aimeraient retrouver la fraternité des grands jours de Solidarité. Mais le moment n'est plus le même. La logique démocratique exige la manifestation d'un pluralisme idéologique. Mais si celui-ci allait à l'encontre du redressement entrepris, il favoriserait peut-être ce populisme si redouté en Europe de l'Est. Pourtant malgré certains dérapages verbaux, Walesa n'est pas le dictateur potentiel que certains dénoncent. L'avenir polonais reste ouvert.

Gérard LECLERC

Images

Lavande

La gloire de mon père

Depuis quelque temps, l'œuvre littéraire de Pagnol semble inspirer les cinéastes. Après *Jean de Florette* et *Manon des sources*, adaptés en 1986 par Claude Berry c'est, aujourd'hui, au tour d'Yves Robert de mettre en scène «La gloire de mon père» et «Le château de ma mère».

Yves Robert applique, à la lettre, les recommandations qui figurent en conclusion de la préface rédigée par Marcel Pagnol pour **La gloire de mon père**. Il s'agit, confie l'académicien, avec fausse modestie, d'un «ouvrage qui n'a que peu de prétention : ce n'est qu'un témoignage sur une époque disparue, et une petite chanson de piété filiale». Yves Robert en a donc tiré, modestement, un film sans prétention académique, mais gentillet et agréable.

C'était la moindre des choses de la part d'un cinéaste conventionnel mais dont l'univers est assez proche de celui de Pagnol. En cette période de rentrée, le sujet (les premières vacances d'un jeune écolier) et les paysages de Provence ont un petit côté nostalgique qui n'est pas déplaisant. La seule vraie fausse note concerne le choix des acteurs. La qualité de leur interprétation n'est pas en cause, mais leur accent méridional forcé sonne faux. Certes Pagnol, en son temps, avait demandé à Pierre Fresnay (Lorrain d'origine) d'incarner Marius à l'écran, mais la conception que Pagnol avait du cinéma de Pagnol était tout autre. Premier cinéaste français à tenir compte de la spécificité du cinéma parlant, Pagnol ne se contentait pas de regarder ses personnages jouer, il les regardait et les écoutait parler. Dès lors, le conflit linguistique, presque régional, entre Fresnay (Marius) et Raimu (César) constitue l'un des centres d'intérêt de la trilogie.

Si le style n'y est pas tout à fait, Yves Robert a cependant réussi à restituer l'essentiel du livre: les liens solides qui unissent les membres de la famille Pagnol, l'amour du jeune Marcel pour sa mère et l'admiration pour son père, le tout avec beaucoup d'humour et une distanciation par rapport à certaines attitudes de son entourage. Ainsi, malgré sa «piété filiale», il demeure lucide quant au sectarisme de son père, instituteur formé à l'école normale à la fin du siècle dernier pour bouffer du curé. Mais, dans sa volonté de faire l'unanimité des spectateurs autour de son film, Yves Robert délivre une version quelque peu affadie du témoignage laissé par Pagnol dans son livre.

Nicolas PALUMBO

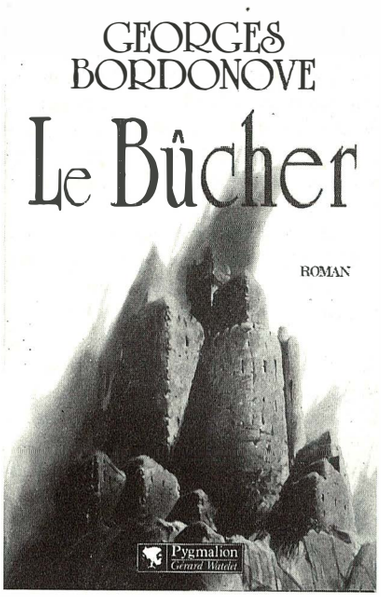
La gloire de mon père, (actuellement sur les écrans) et **Le château de ma mère** (sortie programmée pour la fin octobre 1990), films d'Yves Robert avec Christian Caubère, Nathalie Roussel.

Lettres

Cathares

La prise de Minerve

Nos lecteurs connaissent surtout Georges Bordonove comme historien, en particulier pour sa grande série des *Rois qui ont fait la France*. Ils découvriront avec *Le Bûcher* les talents de romancier de l'auteur.



Le drame cathare fait partie de ces moments de l'histoire où l'irrationalité prend le pas sur l'ordre établi. Or, au XIIIème siècle, Rome ne badine pas avec l'ordre. L'étendard de la croisade est déployé. Fanatiques contre fanatisme. Le fer et le feu du Nord contre l'Occitanie brillante et légère. Elle ne s'en relèvera pas. Simon de Montfort, ses légats, ses chevaliers contre Raimond de Toulouse et ses «parfaits». A terme un grand vainqueur, le capétien et son royaume.

Michel de Cesseras, commandeur du Temple et maître de la commanderie de la Motte Saint-Sulpice se souvient des débuts de l'hérésie et des flammes des premiers bûchers. Quarante-quatre ans ont passé depuis la fin tragique du siège de Minerve dont, par faiblesse du cœur, il se sent en partie responsable. La souffrance en lui est toujours aussi vive et comme pour l'exorciser il écrit le récit de ces événements. C'était le bon temps où le jeune et beau Guilhem faisait régner une autorité bon enfant sur son vicomté. L'arrivée et l'accueil généreux d'une bande de «parfaits» chassés par la croisade, parmi lesquels l'éblouissante Esclarmonde, et tout bascule.

Balloté entre les balancements du cœur et les exigences du devoir, les héros sont écrasés par les événements. L'amour, le siège, la fin. Un magnifique récit qui captive au point qu'on en oublie presque l'emploi obsédant et obsolète du passé simple. On savait que G. Bordonove avait l'art de rendre l'histoire captivante, on sait maintenant qu'il possède aussi le talent du romancier.

En fin d'ouvrage, quelques pages rappellent ce que fut l'hérésie cathare et situe la fiction dans son contexte historique. Comme quoi l'historien ne s'efface pas complètement devant le romancier.

Michel FONTAURELLE

Georges Bordonove **Le Bûcher**, Ed. Pygmalion. Prix franco : 110 F.

Cité

Numéro spécial d'hommage à Maurice Clavel

Prix du numéro : 35 F
Commandes au journal

FÉDÉRATION D'ILE-DE-FRANCE

C'est par une promenade en forêt, le 2 septembre, que la "Fédé" a marqué la reprise de ses activités après les vacances. Promenade mise à profit pour réfléchir ensemble aux actions à mener cette année et à l'organisation à adopter.

De cette réflexion sont issus un certain nombre d'objectifs et de résolutions. A côté du militantisme "classique" (vente du journal, affichage) toujours indispensable et qui va être intensifié, nous serons plus particulièrement présents dans la lutte anti raciste ainsi que sur le terrain des problèmes du logement.

Sur le plan de notre organisation interne, deux soucis principaux : améliorer la formation de nos militants et sympathisants, mieux intégrer les jeunes étudiants et lycéens aux activités de notre Fédération.

Notre lettre d'information "Idéfix" se fera chaque mois l'écho de nos réalisations dans ces différents domaines (rappelons que cette lettre est envoyée aux adhérents ainsi qu'à ceux qui nous ont demandé explicitement à la recevoir : participation aux frais de 15 F).

En ce début d'année, nous lançons un appel à tous ceux qui, adhérents ou simplement sympathisants, souhaiteraient nous aider afin qu'ils prennent contact avec nous et viennent participer à nos activités.

Prochains rendez-vous :

✓ le dimanche 23 septembre (affichage et vente). Rendez-vous à 8 h 30 au local.

✓ le samedi 6 octobre à partir de 18 h : Pot amical de rentrée (voir annonce ci-contre).

✓ le dimanche 7 octobre (affichage et vente). Rendez-vous à 8 h 30 au local.

✓ le mercredi 10 octobre : reprise des "mercredis" de la NAR.

Tous nos lecteurs sont conviés

le samedi 6 octobre :

POT DE RENTRÉE

organisé par la Fédération de l'Ile-de-France
de *LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE*

à partir de 18 heures jusqu'à 20 heures

17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris (4ème étage)

à 19 heures : allocution de Bertrand RENOUVIN

Participation aux frais (facultative) de 10 F

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

● **Mercredi 10 octobre** - Reprise des réunions hebdomadaires. Dans son dernier livre **«Les couronnes de l'exil»**, **Stéphane BERN** est parti à la recherche des "rois sans royaume", les a tous interrogé, a cherché à comprendre comment leur famille avait perdu leur trône et surtout pourquoi aujourd'hui ils représentent toujours un espoir pour leur peuple.

Au nouveau lecteur

Afin de nous mieux connaître nous vous proposons de profiter d'une offre exceptionnelle, qui sans aucun engagement de votre part, vous permettra de vous informer plus complètement.

Nous vous offrons :

☞ un abonnement de trois mois à «Royaliste»,

☞ une brochure « Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ? »,

☞ un livre de Bertrand Renouvin : « La République au roi dormant », synthèse sur l'histoire du royalisme, sa place dans la société d'aujourd'hui, ses perspectives d'avenir,

☞ une documentation complète sur la N.A.R., ses activités, ses publications.

***Le tout*, qui représente une valeur de 244 F, vous est proposé *pour 100 F seulement*. Le bulletin-réponse ci-dessous vous permettra de bénéficier de cette offre exceptionnelle.**

Sachez aussi qu'il est possible d'avoir des renseignements supplémentaires en nous écrivant, ou mieux encore, de nous interroger par minitel (36 15 code AGIR*NAR).

SOUSCRIPTION POUR LE PHOTOCOPIEUR

Nous publions ci-dessous une dernière liste de nos amis qui ont répondu à notre appel pour l'achat d'un nouveau photocopieur. Grâce à la générosité de tous nous avons pu acquérir un appareil beaucoup plus perfectionné que le précédent qui va soulager d'autant, pour certains travaux, notre service imprimerie surchargé.

Un grand merci à tous.

Liste des souscripteurs

Mme Auboyneau 150 F - Christian Barnet 60 F - Jacques Beaume 1000 F - M. Boet 30 F - Didier Bressand 100 F - Philippe Clavel 90 F - J.P. Choutier 100 F - Denis Artot 100 F - Robin Hood 100 F - Abbé C.P. 50 F - Jean-Pierre Denicourt 250 F - Michel Denuncq 10 F - Georges Dorso 150 F - M.D. 80 F - André Ehrlich 30 F - François Gerlotto 250 F - A.G. (Lyon) 60 F - Eric Gworek 75 F - Jean-Louis Henry 150 F - Patrick Hoffman 100 F - Anne Larivière 100 F - Olivier Le Moigne 50 F - Anonyme Orléans 30 F - En souvenir de la Fête de la Fédération 100 F - Bernard Marchand 150 F - Maurice Massin 50 F - A.P. Nicolas 300 F -Olivier Pfister 30 F - Jacques Poiré 100 F - Yolande de Prunelé 500 F - Alain Saint Paul 230 F - Pour Jean IV (Washington) 200 F - Jean Soumagne 80 F - J.S. 150 F - Claude Teissier 80 F - Henri Uzac 80 F - François Viet 80 F - Alexandre Yakimansky 200 F.

Total de cette liste : 5445 F
Total précédent : 20.011 F
Total général : 25.456 F

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

Si ce journal vous a intéressé, vous pouvez bénéficier de notre offre exceptionnelle sans engagement de votre part. Pour 100 F seulement (au lieu de 244 F) vous pouvez recevoir: Un abonnement d'essai de trois mois, un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris, le dernier livre de Bertrand Renouvin, une brochure «Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ?» et une documentation complète sur la NAR et ses publications.

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

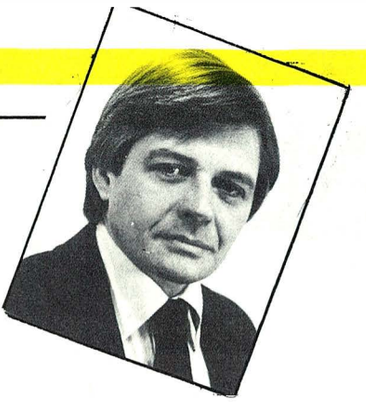
Adresse : .....

.....

.....

désire bénéficier sans engagement de ma part de l'offre exceptionnelle et verse pour cela 100 F. Bulletin à retourner accompagné du réglement à:

«Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris



L'union et quelques déviances

Comme toute crise grave, celle du Golfe agit comme révélateur de l'esprit public, tel qu'il s'exprime à travers l'attitude de la classe politique et dans les réactions du peuple français. A cet égard, il est heureux de constater l'accord des principaux partis et de la majorité des Français, quant à la ligne diplomatique suivie et quant aux décisions militaires qui en découlent. Quelques divergences sur le choix des mots (l'expression « logique de guerre » contestée par M. Giscard d'Estaing), un débat vite conclu entre le ministre de la Défense et le chef de l'Etat et les dissertations de ceux qui ne se résignent pas à la fin d'une « amitié franco-irakienne » marquée de beaucoup d'imprudences, de complaisances et de compromissions, ne peuvent affecter sérieusement le consensus national.

Ce fait ne constitue pas une surprise, mais une confirmation : chaque fois que la France se trouve dans une épreuve majeure - par exemple la crise des « euro-fusées » ou la vague d'attentats terroristes de 1986 - elle réaffirme une unité qui rejette à l'arrière-plan les divisions partisanes, réduit la distance entre l'Etat et les citoyens, et comble en partie le fossé qui sépare la classe politique du pays qu'elle représente. Point de doute, en l'occurrence, quant au caractère inacceptable de l'invasion d'un pays souverain, quant aux décisions du Conseil de sécurité de l'O.N.U. - en vue desquelles la France a joué un rôle insuffisamment souligné - et quant à notre présence militaire dans le Golfe en stricte application des sanctions prises par la communauté internationale. Pas d'hésitation non plus quant à la fermeté nécessaire face à la prise de milliers d'otages par l'Irak, aussi angoissante que soit la situation des personnes menacées et des familles qui attendent leur libération.

IRRESPONSABILITES

Sans rêver à une totale unanimité, qui n'est ni possible ni souhaitable, il faut cependant relever les insuffisances, les légèretés et les comportements irresponsables de certains acteurs du débat politique.

- Tout au long du mois d'août, trop de journalistes se sont contentés de nous livrer, en guise d'analyses, des schémas sommaires et fallacieux. Les uns jugeaient la politique de la France selon les actes ou les intentions supposées des Etats-Unis, comme s'il n'y avait pas eu de décisions et de stratégie collectives. D'autres s'acharnaient à présenter la crise du Golfe comme un conflit entre l'« Occident » et l'Irak, voire entre le Nord et le Sud comme le fit un soir Christine Ockrent, en négligeant l'absence de l'Allemagne sur le terrain et la présence de troupes marocaines, syriennes et pakistanaises. Cela sans oublier l'inconscience de TF1, ravie d'avoir pu mettre en scène Saddam Hussein, et celle de son présentateur vedette qui, à Bagdad, se prenait pour le pivot d'une négociation sur les otages. La réponse hautaine à la mise en garde du premier ministre a confirmé ce dont nous nous inquiétons depuis longtemps : le « quatrième pouvoir » est un pouvoir sans contrôle, qui considère tout appel à la prudence et toute critique comme une atteinte à la liberté d'expression. La loi médiatique, auto-proclamée, peut-elle continuer à l'emporter sur toute autre considération ? Question d'avenir, qu'il faudra bien aborder.

- En se déclarant favorable aux thèses irakiennes, en reprenant les mensonges de la propagande de Bagdad, le Front national a révélé sa nature subversive. Comme ses ancêtres « nationaux » reconvertis dans le pacifisme avant et pendant la seconde guerre mondiale, M. Le Pen a joué contre son pays et contre notre armée déjà engagée. Poursuivant une opération de politique intérieure (se donner une stature de présidentiable) et pariant sur l'échec de l'action engagée, le chef du Front national a montré son mépris du droit international (dénoncé comme abstraction) et de la souveraineté des Etats puisque son « plan de paix » prévoyait une suzeraineté irakienne sur le Koweït. Quant à la négation de la prise d'otages, elle évoque irrésistiblement les arguties des communistes staliniens face à la réalité concentrationnaire... Cécité point surprenante, puisqu'elle est le propre des partis totalitaires. Mais, cette fois, M. Le Pen n'a ni impressionné ni séduit. Des dirigeants renâclent ou démissionnent, et nombre de militants et d'électeurs n'adhérent pas à ce nationalisme qui s'oppose à la nation. D'où le tournant négocié ces jours-ci, qui souligne l'échec, sans honneur, d'un homme qui voulait faire son entrée sur la scène internationale. Qui pourrait croire maintenant que M. Le Pen ferait un bon président ?

PACIFISME

Le parti des Verts a confirmé, quant à lui, qu'il représentait le degré zéro de la politique. En réclamant le rapatriement du « Clemenceau », en adoptant une déclaration pétrie de bonnes intentions mais sans portée, M. Waechter et ses amis demeurent enfermés dans la contradiction que nous avions soulignée voici deux ans : ou bien les Verts se cantonnent, selon leur vocation, dans la défense de la « nature » et de l'environnement et continuent d'être un groupe de pression dépourvu de projet politique global ; ou bien ce parti tente de formuler un tel projet, mais en ce cas il lui sera très difficile, voire impossible, de le relier à son intention première. De fait, face à la crise du Golfe, les Verts ne devraient pas en dire plus qu'un syndicat agricole ou qu'un marchand d'automobiles puisqu'il s'agit du droit international et de la souveraineté d'un Etat. A vouloir donner une leçon de politique internationale, ils ne font que révéler leur irresponsabilité : le pacifisme naïf qui inspire la diplomatie verte se traduirait, s'il était appliqué, par un surcroît de violence - à quoi s'oppose la force de la loi - par un déclin du rôle de la France dans le monde et par une destruction de sa capacité de défense, puisque les Verts sont hostiles à la dissuasion nucléaire. A-t-on remarqué que le pacifisme waechtérien rejoignait le pacifisme national-populiste ? C'est là plus qu'une coïncidence puisque nous avons connu, en 1939, un rapprochement identique entre des sensibilités opposées et pour des motifs foncièrement différents. Souvenons-nous que ce fut pour le pire.

Les calculs des uns et les inconséquences des autres devaient être relevés. Mais tant que l'unité de la décision politique sera maintenue, et l'indépendance du chef de l'Etat préservée, nul irresponsable ne pourra troubler le jeu de la France.

Bertrand RENOUVIN